

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

PROUVY, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COLUMBIA

1542 avenue des deux allées
Parc d'activité de l'A2
59554 Raillencourt-Sainte-Olle

Références : 2023-V1-097
Code AIOT : 0007002902

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2023 dans l'établissement COLUMBIA implanté 1542, avenue des deux allées Parc d'activité de l'A2 59554 Raillencourt-Sainte-Olle. L'inspection a été annoncée le 27/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait suite au dépôt par l'exploitant d'un dossier de porter-à-connaissance en date du 20 avril 2021. Elle a notamment permis de constater la mise en oeuvre de la modification liée au stockage telle que prévu dans son dossier de modification.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COLUMBIA
- 1542, avenue des deux allées Parc d'activité de l'A2 59554 Raillencourt-Sainte-Olle
- Code AIOT : 0007002902
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement Columbia Sportwear, implanté sur la zone industrielle de l'Actipôle de l'A2 sur la commune de Raillencourt-Sainte-Olle, est autorisé par arrêté préfectoral du 19 janvier 2007 (arrêté modificatif de l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2002 suite à l'extension du site) modifié le 17 août 2020 pour l'exploitation d'un entrepôt de stockage de matières textiles notamment. Le site assure le stockage et le transfert de vêtements et de chaussures pour le marché européen.

Le site est principalement composé de :

- bureaux et locaux techniques ;
- 9 cellules de stockage, de surface inférieure à 6 000 m², comprenant les opérations de réception, tri, stockage et expédition de marchandises. A noter qu'à ce jour la phase 3 – 255 370 m³ – de l'entrepôt n'a pas été construite, le site a donc encore la possibilité de s'étendre ;
- une cellule de 9 500 m² (cellule 6/7) avec une zone de stockage en rack (de 4800 m²) et une zone de préparation, des convoyeurs et une mezzanine. La mezzanine (d'une surface de 2690 m²) est utilisée pour la préparation des commandes, elle se situe au-dessus des convoyeurs. Un local de charge de batteries est également présent.

A noter que l'exploitant a déposé un porter-à-connaissance en date du 20 avril 2021 afin de pouvoir stocker en masse des matières combustibles sur cette dernière mezzanine notamment. Ce dossier est en cours d'instruction.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action régionale "entrepôt"
- Modifications liées au porter-à-connaissance du 20 avril 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;

- les observations éventuelles ;
- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 1.4	/	Sans objet
2	Système d'extinction automatique d'incendie (EAI)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II, point 13	/	Sans objet
3	Moyens de lutte incendie – hors EAI	Arrêté Préfectoral du 19/01/2007, article 7.9.4	/	Sans objet
4	Organisation du stockage	Arrêté Préfectoral du 17/08/2020, article 19	/	Sans objet
5	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 19/01/2007, article 1.6.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les modalités de stockage ayant fait l'objet d'un porter-à-connaissance déposé le 20 avril 2021 sont en place au sein de la cellule 6/7, à savoir le stockage en masse de cartons et palettes en bois sur deux zones : l'une au sol, l'autre en mezzanine. Cependant ces modalités ne sont pas cohérentes avec ce qui est étudié dans le PAC, à savoir soit l'une soit l'autre des hypothèses.

Il s'agit donc d'une nouvelle modification qui n'a pas fait l'objet d'un porter à connaissance comme l'exige le code de l'environnement.

Par courriel en date du 24 mars 2023 l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les photos attestant la suppression de l'ensemble des matières combustibles présentes sur la mezzanine de cette cellule 6/7.

Toutefois, le dossier de porter-à-connaissance suivi est en cours d'instruction par nos services, le présent rapport ne préjuge pas d'éventuelles demandes de compléments qui pourraient être faites par ailleurs et résultant de l'instruction de ce dossier.

Conformément aux dispositions des articles L.513-1 et R.513-1 du Code de l'environnement concernant ses activités de stockage, et suite à la publication du décret n°2020-1169 du 24/09/2020 modifiant la nomenclature des installations classées (sur les rubriques 1510, 1511, 1530, 1532, 2662 et 2663) **l'exploitant est invité à déposer une demande d'antériorité concernant la rubrique 1510.**

En hiérarchisant la gravité et les enjeux potentiels associés aux constats effectués, l'Inspection de l'Environnement a relevé 6 faits susceptibles de suite et 3 observations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, état des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p><u>Prescription contrôlée :</u></p> <p>I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. [...]</p> <p>Cet état est tenu à disposition du Préfet, des services d'incendie de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une forme vulgarisé sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activité ou de stockage. Ce format est tenu à la disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour, a minima, de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. [...]</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. [...]</p> <p><u>Constats :</u></p> <p>Le jour de l'inspection, l'état des stocks a été présenté. L'exploitant stocke uniquement des produits textiles, les quantités sont indiquées en volume par cellule.</p> <p>Cet état des stocks est mis à jour en temps réel et un envoi par courriel est réalisé chaque soir à chaque responsable.</p> <p>Un recalage physique du stock est réalisé par l'exploitant 4 fois par an.</p> <p>La cellule 14 est louée à la société DIXON jusqu'au 31 mars 2023 pour du stockage de produits textiles. Le jour de la visite l'état des stock ne prenait pas en compte cette cellule.</p> <p>Un nouvel état des stocks a été transmis par l'exploitant par courriel en date du 16/03/2023.</p>

Fait susceptible de suite : ces deux états des stocks, même compilés, ne permettent pas de répondre de manière satisfaisante et complète à la prescription citée en référence et notamment au point 2. En effet, sans être exhaustif, le document transmis est peu intuitif, les unités de volume ne sont pas précisées, les matières ne le sont pas non plus ... Il convient de rendre ce document conforme la prescription citée en référence.

Fait susceptible de suite : L'exploitant doit intégrer les matières combustibles stockées en cellule 14 à l'état des stocks global du site.

Observation : Ce fonctionnement devra être maintenu dans le temps pour les locataires futurs.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Système d'extinction automatique d'incendie (EAI)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II, point 13
Thème(s) : Risques accidentels, EAI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<u>Prescription contrôlée :</u> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.
<u>Constats :</u> Un système de sprinklage est présent sur l'ensemble du site ainsi que sur les mezzanines. La détection incendie n'est pas asservie au sprinklage. Le dernier rapport de vérification a été présenté en séance et transmis par courriel en date du 16/03/2023 : rapport SMS du 13/12/2022. Ce rapport fait état d'un certain nombre d'observations et de 8 non-conformités sans risque de mise en échec du système. L'exploitant indique que des actions correctives ont été mises en oeuvre. Cependant le jour de la visite celles-ci ne sont pas intégrées à la GMAO de l'exploitant. Fait susceptible de suite : L'exploitant s'est engagé à faire apparaître les actions correctives issues des différents contrôles liés à la défense incendie dans sa GMAO afin d'en assurer le suivi. Une extraction attestant de cette mise en place doit être transmise à l'inspection, de même que le plan d'action permettant de lever les non-conformités présentes dans le dernier rapport de vérification du système de sprinklage. Observation : Il apparaît que certains défauts relevant potentiellement d'une non-conformité de niveau 4 ou 5 apparaissent en tant que simple observation ou non-conformité de niveau 3. Il convient de s'approcher du prestataire afin d'éclaircir ces points. Il apparaît également nécessaire de corriger l'ensemble des observations émises au même titre que les non-conformités.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2007, article 7.9.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'extinctions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p><u>Prescription contrôlée :</u></p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux réserves d'eau d'un volume minimum de 1 600 m³ unitaire, avec réalimentation par le réseau d'eau public garantie pour une période de 3 heures en toute circonstance, - des extincteurs en nombre (avec un minimum de un appareil par 200 m² de plancher et au minimum un par niveau) et en qualité adaptés aux risques. ils doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets. ils doivent être bien visibles, facilement accessibles ; - des robinets d'incendie armés de 40 mm conformes aux normes NF S 61 201 à S 62 201 ou à la règle R5 de l'APSAD, répartis dans l'entrepôt et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont utilisables en période de gel ; - d'un système d'extinction automatique d'incendie: ce système sera alimenté à partir de deux réserves de 1 600 m³ unitaire visées ci-dessus et est conforme aux normes NF S 62 210 à S 62 215 ou à la règle R1 de l'APSAD. Ce réseau de sprinklage est réalisé sur 2 nappes sauf sous les mezzanines où la hauteur de stockage est limitée à 8 mètres. Un espace de 1 mètre est maintenu entre le niveau des têtes de sprinklage et le haut du stockage. L'alimentation des motopompes doit être secouru. <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - des appareils d'incendie (bouches, poteaux) publics ou privés dont un implanté à moins de 100 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins citernes etc. Ce réseau d'eau, public ou privé, doit permettre de fournir en toutes circonstances un débit unitaire de 120 m³/h. <i>La quantité d'eau d'extinction et de refroidissement disponible doit être de 240 m³/h, soit 720 m³ pour un incendie de 3 heures [...]</i> <p><u>APC du 17/08/2020 :</u></p> <p>La phrase « la quantité d'eau d'extinction et de refroidissement disponible doit être de 240 m³/h, soit 720 m³ pour un incendie de 3 heures. » de l'article 7.9.4 Moyens d'extinction de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2007 est remplacée par : « la quantité d'eau d'extinction et de refroidissement disponible doit être de 330 m³/h, soit 990 m³ pour un incendie de 3 heures.»</p> <p><u>Constats :</u></p> <p>Le site dispose de deux réserves d'eau de 1634m³ chacune. Il dispose également d'extincteurs et de RIA disposés sur l'ensemble des cellules et mezzanines. Les RIA sont alimentés par les réserves d'eau du site. Les derniers rapports de vérification des extincteurs et des RIA ont été présentés à l'inspection : respectivement rapport CHUBB du 24/03/2022 et SMS du 9/11/2022. Le rapport de vérification des RIA en date du 9/11/2022 mentionne un défaut de débit des RIA des cellules 6,7 et 8. L'exploitant précise que ce défaut a été corrigé.</p>

Fait susceptible de suite : Il convient de transmettre à l'inspection la preuve de la correction de ce défaut.

Le site dispose de 13 poteaux incendie également alimentés par les 2 cuves du sprinklage. Ces poteaux sont en surpression, le débit unitaire mesuré à 1 bar est de 120m³/h selon le dernier rapport de reconnaissance du SDIS en date du 22/07/2020.

Fait susceptible de suite : Considérant la spécificité du dispositif (RIA et poteaux incendie alimentés par les deux réserves d'eau du sprinklage) l'exploitant doit justifier de la suffisance des moyens en eau pour une durée de 3h.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Organisation du stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2020, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, mezzanines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p><u>Prescription contrôlée :</u></p> <p>Le 5^{ème} alinéa de l'article 8.7.4.1 Organisation du stockage de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2007 et relatif à l'organisation de la cellule 1 est remplacé par ce qui suit :</p> <p>« L'organisation de l'exploitation dans la cellule n°1 est réalisée comme suit : [...] La mezzanine, d'une superficie de 2305 m², présente dans cette cellule est située devant les quais. [...] Le stockage de matières ou produits combustibles est interdit sur cette mezzanine. [...]</p> <p>Le 8^{ème} alinéa de l'article 8.7.4.1 Organisation du stockage de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2007 et relatif à l'organisation de la cellule 6-7 est remplacé par ce qui suit :</p> <p>« La cellule 6-7 a une superficie de 9506 m² possède une zone de stockage de 4 800 m² pour du stockage de produits textiles et de chaussures. [...] Le stockage s'effectue sur des racks simples (1.2 m de large) sans palette bois et 1.5 m est laissé libre entre chaque rack. La hauteur de stockage maximale est de 9 m, soit 8 niveaux (sol + 7).</p> <p>La mezzanine, d'une superficie de 2690 m2, présente dans cette cellule n'est pas située au dessus de la zone de stockage.</p> <p>Cette mezzanine est utilisée pour le convoyage et possède un plancher coupe-feu 2h avec une structure stable au feu 2h et elle est située à 5.5 m de hauteur. Elle présente également un escalier de secours, stable au feu 2 heures et encloué et une issue de secours vers la mezzanine de la cellule 1. Ces 2 issues de secours sont positionnées dans des directions opposées et permettent une évacuation rapide du personnel.</p> <p>Le stockage de matières ou produits combustibles est interdit sur cette mezzanine.</p> <p>La mezzanine est équipée d'une détection linéaire d'incendie, celle-ci est présente au plafond ainsi que sous le plancher bas de la mezzanine.</p> <p>La cellule est entièrement sprinklée et des lignes de sprinklage sont installées, en plus de celles présentes au plafond, sous le plancher bas de la mezzanine.</p> <p>Il n'y a pas de présence permanente du personnel sur la mezzanine, seulement une présence occasionnelle avec un passage quotidien du personnel. [...]</p>
<p><u>Constats :</u></p> <p>La mezzanine de la cellule 6/7 est équipée d'une détection linéaire incendie ainsi que d'un sprinklage au plafond et sous son plancher bas (cf photos).</p> <p><u>Fait susceptible de suite :</u> Le jour de l'inspection un stock de palettes en bois était présent <u>sous la mezzanine</u> (cf photos). Ce stockage doit être retiré sans délais. La preuve de se dégagement sera transmise à l'inspection. Il conviendra de s'assurer à l'avenir que cette situation ne se reproduise plus.</p>

Fait susceptible de suite : Le jour de la visite des combustibles étaient présents, en faible quantité, sur la mezzanine de la cellule 1, il convient de les retirer sans délai et de s'assurer qu'aucune matière combustible ne soit plus stockée sur cette mezzanine. La preuve de se dégagement sera également transmise à l'inspection.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2007, article 1.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, modification stockage en masse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<u>Prescription contrôlée :</u> Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<u>Constats :</u> Le jour de l'inspection les modalités de mise en oeuvre des modifications portées à la connaissance du préfet en date du 20 avril 2021 ont été examinées (stockage en masse en cellule 6/7). Il apparaît que l'exploitant stocke en masse des cartons et palettes en bois à la fois en mezzanine et au sol . Or le porter-à-connaissance précité étudie les effets d'un stockage en masse uniquement dans l'une OU l'autre de ces configurations (soit en mezzanine soit au sol). Cette nouvelle modification consistant à stocker en masse sur ces deux zones à la fois n'a pas été portée à la connaissance du préfet. Par courriel en date du 16/03/2023 l'exploitant s'est engagé à retirer totalement les matières combustibles stockées en mezzanine à compter du 24/03/2023 (délai nécessaire pour "vider" totalement la mezzanine). <u>Fait susceptible de suite :</u> La preuve de l'enlèvement des matières combustibles au 24/03/2023 doit être transmise à l'inspection. <u>Observation :</u> Dans le cas où l'exploitant souhaite stocker des matières combustibles à la fois au sol et en mezzanine, s'agissant d'une nouvelle modification de ses conditions d'exploitation, il conviendra de porter celle-ci à la connaissance du préfet. Le jour de l'inspection, le stockage en mezzanine n'était pas cohérent avec le contenu du PAC transmis en date du 20 avril 2021 (stockage étalé sur la mezzanine et non formant îlot tel que modélisé).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet